

Le Conseil d'Etat interdit à la police de surveiller la frontière avec des drones...

écrit par Gilles La Carbona | 5 janvier 2025



D'un côté, pour les Français, la machine à produire de l'exclusion

Le peuple souffre et la seule réponse que trouvent nos dirigeants c'est de l'accabler un peu plus. Le cynisme de cette caste est effrayant et dépasse les bornes tous les jours, au point que l'on se demande toujours quelle mesquinerie ils vont nous offrir. Il faut en finir avec ces attaques ignobles et indécentes, qu'elles soient portées sur fond de sécurité, d'écologie, ou de bien-être. Les promoteurs de ces mesures se targuent invariablement de nous hisser vers l'excellence, alors qu'ils engendrent systématiquement exclusion et déclassement. Ségrégation et sélection par l'argent, c'est là philosophie et méthode de cette bourgeoisie hautaine et prétentieuse qui ne jure que par sa vision du monde.

C'est d'ailleurs tout le sens du mot de Macron lorsqu'il a affirmé qu'il continuerait à décider, lui et ses pantins, le reste du monde n'existe pas et il ne saurait avoir un avis éclairé sur quoi que ce soit. Les ZFE vont pousser plus de 2 millions de Français à devoir cesser de circuler dans certaines zones citadines. Leur faute, ne pas être assez riches pour changer de véhicule. Donc on punit, on exclut ces gueux, on leur promet le bannissement social.

Comme ce n'était pas suffisant, les nouvelles normes immobilières condamnent les logements dont les DPE (diagnostic performance énergétique) sont classés G et bientôt F. La sanction, pour les locataires d'abord qui ne pourront plus accéder à ces logements, avec comme excuse qu'ils sont mal isolés. Il est donc préférable de ne pas avoir un toit plutôt qu'un, même mal isolé. Aberrant quand on connaît la pénurie de notre parc locatif. Pour les propriétaires, l'obligation de faire les travaux. On sait d'ores et déjà qu'un grand nombre ne pourra pas les faire. **Dans le pire des cas, les biens se dégraderont avec des risques bien plus importants, et dans le meilleur, nous allons voir arriver des organismes racheter à vil prix ces logements, pour les réhabiliter avec des loyers plus élevés**

après.

Ainsi les locataires qui vivaient certes dans des endroits mal isolés mais avec des loyers, pour eux abordables, vont devoir se rabattre sur des biens plus chers, quand ils pourront les louer, ce qui n'a plus rien d'évident. **Le but est simple, déposséder un maximum de petits propriétaires de leur patrimoine**, jeter en pâture les locataires qui devront soit déménager loin de leur lieu de travail, soit aller grossir les rangs de ces travailleurs qui dorment dans leur voiture, à condition qu'ils ne soient pas, en plus, dans une fameuse zone ZFE. Bien entendu ce sera là les cas extrêmes, mais ceux obligés de s'éloigner et donc d'assurer des frais de transports et de la fatigue supplémentaire sera la norme. **Ces mesures n'ont rien de social, ni de respectables et sous couvert de protection de l'environnement on sacrifie et on exclut.** Et cela représente beaucoup plus de monde qu'on ne l'imagine dans les bureaux des ministères. **Voilà donc l'âme de notre république, qui dans le même temps, réquisitionne des hôtels avec piscine pour loger des migrants.**

On est très loin de la fraternité inscrite sur les frontons des mairies. Que l'on ne vienne pas nous seriner avec les aides qui permettraient les mises aux normes ! Ce ne sont que des pièges supplémentaires. D'abord parce qu'une aide ce n'est que l'impôt qui la finance, et dans le contexte de dépenses de nos finances on souhaiterait arrêter ce jeu de massacre. Ensuite parce que les propriétaires qui pourront les réaliser se verront contraints de respecter un plafond de loyers obérant le retour sur investissement. De toute façon à un moment donné, si le prix du bien ne correspond pas au service rendu ou ne rencontre pas la clientèle, rien ne se loue. Au RPF nous sommes contre ces aides dispensées n'importe comment, mais surtout contre cette cascade de normes et obligations qui sont indignes d'un pays libre et affichant un penchant pour la démocratie.

De l'autre, les clandestins, eux, ont droit à tout et

notamment à une liberté que nous n'avons plus, nous qui sommes surveillés et enregistrés partout. Le Conseil d'Etat, dont les décisions sont de plus en plus incohérentes, vient d'interdire la surveillance par drone de la frontière espagnole, car portant atteinte à la vie privée, quand il l'admet pour les manifestations, en oubliant la notion de **vie privée**. Pourrait-il penser qu'exclure des citoyens qui payent des impôts, des taxes en leur interdisant de circuler sous le prétexte qu'ils n'ont pas les moyens de changer de véhicule est illégal ? Ou qu'un logement peu isolé, est tout de même préférable à pas de logement du tout ? Au RPF nous demandons aux oppositions de se saisir de ces deux dossiers et d'annuler ces dispositions séance tenante. Si elles prétendent encore s'afficher comme défenseurs des plus démunis, elles n'ont pas à invoquer une pseudo urgence climatique, qui dans les mesures qui sont imposées ne produisent pour le moment qu'apartheid et ruine. **À force de vouloir décarboner nous arrivons au but recherché : plus d'industrie, plus d'activité, du chômage et de l'inflation, mais sans CO2 !** Il faut cesser l'écologie punitive et destructrice, revenir à du bon sens. La priorité c'est que les Français puissent se loger décentement certes, mais un logement peu ou mal isolé n'est pas insalubre pour autant et c'est cette notion qui est bien plus importante. **La priorité c'est que nous puissions tous circuler sans ausweis !** Les oppositions nous vous attendons...

Rassemblement du Peuple Français

Le groupe Telegram du RPF :

https://t.me/R_P_France

Par Gilles La-Carbona : secrétaire national du RPF au suivi de la vie parlementaire